



Synthèse du colloque du 9 novembre 2020

Un nouveau partenariat entre l'Union européenne et l'Afrique, Quel doit être le rôle de l'Allemagne et de la France ?

Europartenaïres et la Friedrich-Ebert-Stiftung - Paris

Cette synthèse offre un aperçu des débats qui ont eu lieu à l'occasion de la conférence en ligne intitulée « Un nouveau partenariat entre l'Union européenne et l'Afrique, quel doit-être le rôle de l'Allemagne et de la France ? » organisée par Europartenaïres et la Friedrich-Ebert-Stiftung le 9 novembre 2020. Elle revient sur les différents enjeux de la stratégie de partenariat de l'UE avec l'Afrique en vue du futur Sommet Union européenne-Union africaine-UA de 2021.

Ce colloque introduit par **Élisabeth Guigou**¹, présidente fondatrice de l'association Europartenaïres, et **Thomas Manz**, directeur du bureau parisien de la Friedrich-Ebert-Stiftung, s'est organisé autour de deux tables rondes.

La première, animée par **Jean-Noël Jeanneney**, président d'Europartenaïres, a permis de s'intéresser aux raisons qui ont mené à la création d'une "nouvelle stratégie de l'UE pour l'Afrique" ainsi qu'à la forme que pourrait prendre celle-ci.

Pour débattre de ce sujet, étaient présents :

- **Christine Hackenesch**, chercheuse à l'Institut allemand pour le développement
- **Patrice Anato**, député de la troisième circonscription de la Seine-Saint-Denis

La seconde table ronde, également animée par **Jean-Noël Jeanneney**, portait sur la question « Quelle pourrait être la contribution de l'Allemagne et de la France à un futur partenariat ? ».

Sont intervenus sur ce sujet :

- **Christoph Matschie**, député au Bundestag
- **Amélia Lakrafi**, députée des français hors de France

Élisabeth Guigou débute son propos introductif en remerciant les deux invités français. **Patrice Anato** interviendra dans la première table ronde. Il est député de la troisième circonscription de Seine-Saint-Denis, issu de la société civile, et juriste de formation. Il est aujourd'hui membre de la Commission des Affaires économiques et de la Commission des Affaires européennes de l'Assemblée nationale.

Élisabeth Guigou remercie ensuite **Amélia Lakrafi** qui interviendra dans la seconde table ronde. Elle est députée à l'Assemblée nationale pour les Français à l'étranger établis dans quarante-neuf pays d'Afrique australe, centrale et orientale ainsi que les îles de l'Océan Indien et des ressortissants du Moyen-Orient. Entrepreneure, elle s'est spécialisée dans la cybersécurité et est membre de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

¹ Introduction et conclusion d'Élisabeth Guigou en annexe de ce compte-rendu

Dans son propos introductif, **Élisabeth Guigou** a souhaité s'exprimer sur le choix de ce sujet pour ce colloque franco-allemand.

Elle mentionne d'abord l'enjeu stratégique, déjà ancien, que l'Afrique représente pour l'Union européenne. Depuis les Conventions de Yaoundé des années 1960 jusqu'à l'Accord de Cotonou en 2000 dont la renégociation est en cours. La pandémie de la Covid-19 rend cet enjeu encore plus crucial. Pour surmonter ensemble cette crise l'Union européenne et l'Afrique ont des liens qu'il faut renforcer. L'Union européenne est aujourd'hui le premier partenaire commercial de l'Afrique : 36% des échanges de l'Afrique se font avec l'Union européenne. A titre de comparaison, ce chiffre est environ deux fois moins élevé pour la Chine (16%) et six fois moins élevé pour les États-Unis (6%). L'Union européenne y est aussi le premier donateur d'aide au développement.

Élisabeth Guigou souligne que l'expansion démographique du continent africain qui atteindrait le quart de la population mondiale d'ici à 2050, soit 2,5 milliards d'habitants. Il sera alors nécessaire de créer des emplois pour ces jeunes travailleurs, tant du côté africain qu'europpéen.

La présidente d'Europarténaires estime que les liens géographiques, historiques, culturels et surtout humains avec les diasporas africaines en Europe sont des atouts pour relever les défis communs.

Face à ces liens, des défis communs sont également à relever. **Élisabeth Guigou** rappelle ici la complémentarité entre l'Afrique jeune et l'Europe plus vieillissante mais possédant des technologies nécessaires à l'Afrique. Les deux continents doivent faire face au réchauffement climatique, à l'urbanisation, à la lutte contre les inégalités et aux problématiques que peuvent poser les nouvelles technologies du digital.

Ces défis ont conduit les dirigeants européens à s'exprimer en faveur d'une nouvelle alliance entre l'Afrique et l'Europe : Jean-Claude Juncker, Angela Merkel, Emmanuel Macron et Heiko Maas souhaitent tous renforcer la coopération entre les deux continents, partenariat encore plus indispensable pour surmonter la crise sanitaire et économique actuelle.

Élisabeth Guigou conclut son propos introductif en soulignant la nécessité pour la France et l'Allemagne d'entraîner l'ensemble de l'Union européenne sur cette priorité africaine, en particulier avec en perspectives les deux grandes rencontres qui se tiendront prochainement : la rencontre entre les dirigeants des 27 États membres de l'Union européenne avec les présidents des régions de l'Union africaine début décembre et le Sommet Union européenne - Afrique en 2021.

Thomas Manz ajoute quelques mots introductifs en insistant sur le fait que, malgré les temps extraordinaires que nous vivons avec la pandémie du Covid-19, il est capital de regarder plus loin que les difficultés immédiates et ne pas négliger l'intérêt pour ses voisins. Effectivement, selon lui, le regard de l'Union européenne sur l'Afrique serait trop axé sur les problèmes et doit être renouvelé. La Commission européenne s'oriente ainsi vers une nouvelle stratégie avec l'Afrique avec le Sommet initialement prévu au mois d'octobre 2020, perturbé par la pandémie, mais dont l'objectif de renouvellement demeure.

Il est important d'établir un échange direct et un partenariat étroit entre la France et l'Allemagne sur ce sujet. Les discussions informelles d'aujourd'hui peuvent devenir un instrument utile demain.

Thomas Manz termine son propos d'accueil en remerciant les quatre intervenants présents. Il remercie plus spécialement les intervenants allemands. **Christine Hackenesch**, qui interviendra pour la première table ronde, experte particulièrement pointue sur toutes les questions relatives aux relations de l'Europe et de l'Afrique de l'Institut allemand pour le développement. Il adresse également un mot de remerciements à **Christoph Matschie**, spécialiste des questions concernant l'Afrique du SPD au Bundestag qui interviendra pour la seconde table ronde. Il remercie, par ailleurs, le public présent et Europarténaires pour ce partenariat.

I. Une nouvelle stratégie de l'UE pour l'Afrique - pourquoi et sous quelle forme ?

Jean-Noël Jeanneney souligne l'actualité de cette thématique au vu d'abord de la pandémie mais surtout de l'élection de Joe Biden aux États-Unis quelques heures seulement auparavant, qui laisse présager une mutation dans la politique étrangère américaine.

La présence de la Chine et des États-Unis, face à laquelle l'Europe se doit d'être une puissance militaire et économique, évolue également et rayonne du côté africain.

Ensuite, **Jean-Noël Jeanneney** décrit la trace de la colonisation qui a d'abord des conséquences langagières importantes notamment du côté du français. C'est une donnée qui sous-tend toutes les réflexions sur la coopération de la partie francophone de l'Afrique, tout comme la partie anglophone (malgré le départ du Royaume-Uni de l'Union européenne). En tout état de cause, la France et l'Allemagne ont toutes deux été des puissances colonisatrices en Afrique.

Comment arriver à ce que les blessures de la colonisation soient surmontées ? Comment tirer profit de nos accords culturels, de nos coopérations culturelles, comment en tirer la certitude que nous pouvons nous retrouver et surmonter cela ? Il y a là une réflexion dont on ne peut pas faire l'économie.

Avant de leur donner la parole, **Jean-Noël Jeanneney** rappelle que les intervenants de cette seconde table ronde seront **Christine Hackenesch**, éminente politiste, spécialiste, à la fois, des relations avec la Chine et des relations avec l'Afrique et **Patrice Anato**, né à Lomé au Togo. Député et entrepreneur, il possède une grande expérience citoyenne puisqu'il a été membre du Conseil citoyen de Noisy-le-Grand. Il a par ailleurs, également, été consultant, chargé de clientèle et juriste.

Suite à cette introduction, **Christine Hackenesch** commence son propos en déclarant que dans les sociétés africaines et européennes des bouleversements considérables vont avoir lieu : elle mentionne l'évolution démographique, le climat et surtout l'urbanisation et l'importance de la Chine.

Cette urbanisation est un défi crucial mais qui recèle également un grand nombre de chances pour l'Afrique. Ces bouleversements structurels vont toucher en profondeur les sociétés africaines et jusqu'à présent on y a pas encore réfléchi dans le cadre des relations avec l'Union européenne. Du fait de ces bouleversements, les dépendances mutuelles vont augmenter. La Commission européenne a fixé un objectif très ambitieux avec le "Green Deal" européen : d'ici à 2050 l'objectif est la neutralité climatique, une économie neutre du point de vue climatique. C'est un objectif extrêmement ambitieux pour l'Union européenne et elle n'y arrivera pas si elle ne coopère pas de façon intensive et approfondie avec les partenaires africains. Les dépendances mutuelles sont très fortes et vont encore augmenter.

En ce qui concerne les bouleversements structurels qui vont avoir lieu en Afrique et Europe, le contexte général a changé et va continuer à changer. **Christine Hackenesch** donne l'exemple de la Chine qui ne doit pas seulement être considérée comme un concurrent économique mais aussi comme un concurrent politique. C'est-à-dire que la Chine essaye de propager un modèle politique qui est différent du nôtre. Ensuite, il y a d'autres acteurs, comme la Russie, la Turquie et l'Arabie Saoudite, qui se repositionnent dans leur coopération avec les pays africains. Pour ces derniers, ceci veut dire de nombreuses

opportunités avec des investissements et échanges commerciaux qui permettent de renforcer le développement économique mais il y a aussi toute une série de défis qui apparaissent : la question de la dette dont on parle de plus en plus. Et pour l'Europe, la question est la suivante : s'il y a de plus en plus de partenaires en Afrique, quelle est alors la valeur ajoutée de l'Union européenne ? La "Comprehensive Strategy for Africa" que la Commission européenne a présenté en début d'année est un premier pas qui va dans la bonne direction, notamment parce qu'elle prend en compte le contexte politique. D'autres adaptations seront encore nécessaires.

Ensuite, **Christine Hackenesch** présente cinq points importants à prendre en compte par l'Union européenne concernant une nouvelle stratégie de partenariat avec l'Afrique.

Tout d'abord, un nouveau récit, un nouveau narratif, doit être créé dans la coopération européenne avec les partenaires africains. Du fait de la pandémie notamment, on se rend compte que les problèmes de développement sont des problèmes mondiaux. Ce ne sont pas les problèmes de l'Afrique pour lesquels l'Europe a des solutions. Il s'agit d'un défi d'ampleur mondiale. L'Union européenne est, elle aussi, à la recherche de réponses et de solutions. Autre exemple : le développement durable et toutes les modifications qui doivent être mises en place en Europe. Les institutions européennes sont engagées dans un processus de recherche pour mettre au point un nouveau modèle économique, un nouveau modèle de production et de développement. C'est le cas aussi en Afrique : l'objectif est de voir où créer des emplois et comment faire en sorte que le nouveau développement économique ne soit pas nuisible à l'environnement. L'Europe doit saisir cette occasion pour investir dans un apprentissage commun plus approfondi.

Dans un second point, **Christine Hackenesch** mentionne à nouveau la concurrence sur le plan politique avec la Chine. Effectivement, les régimes démocratiques sont de plus en plus sous pression et l'Union européenne doit davantage s'engager en faveur d'un partenariat qui repose sur ces valeurs. Elles doivent occuper une place plus importante dans les partenariats qui sont envisagés, dans la coopération euro-africaine.

Ensuite, la chercheuse pense à la valeur ajoutée que l'Europe peut proposer à l'Afrique. Un avantage important de l'Union européenne, c'est que la société peut se faire au niveau des sociétés civiles, des parlements, des médias, des entreprises privées et même au niveau des syndicats. Cette coopération est déjà bien engagée, plus en tout cas qu'avec des pays comme la Chine. L'Europe pourrait néanmoins faire beaucoup plus pour que ces relations transcontinentales soient renforcées à l'avenir.

Quatrièmement, **Christine Hackenesch** considère que les bouleversements structurels et méga-tendances d'aujourd'hui, qui sont déjà plus présents dans les relations Europe-Afrique, doivent être consolidés et ancrés plus fortement dans le nouveau partenariat. La numérisation, le changement climatique et l'urbanisation sont des domaines dans lesquels il serait possible de faire beaucoup plus en termes de coopération entre l'Union européenne et l'Afrique.

Avec la Covid-19 et les défis à court terme, les sujets relatifs à l'endettement, à la gestion des défis économiques et sociaux immédiats vont également être très importants, tout comme la question du vaccin et de sa distribution. Pour les questions de financements du développement et de la coopération au développement, la pandémie est peut-être une incitation à la réflexion : que faire avec ces fonds consacrés à l'aide au développement ? Comment les utiliser à bon escient pour obtenir des effets collatéraux les plus positifs possibles ?

Christine Hackenesch conclut avec une remarque à propos de la France et de l'Allemagne. Ces deux pays, depuis le Brexit, sont les Etats membres de l'Union européenne qui entretiennent la coopération la plus intense avec les pays d'Afrique, avec des initiatives comme l'intervention au Sahel et beaucoup de formes de coopération ont déjà été lancées. Néanmoins, le dialogue stratégique entre la France et l'Allemagne doit rester une priorité et doit être encore élargi ces prochaines années.

Patrice Anato prend à son tour la parole. Il cite en premier lieu la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, qui disait en septembre 2020 : "Lorsque j'ai pris mes fonctions, ma toute première visite à l'extérieur de l'Union européenne a été pour l'Union africaine et ce choix s'est imposé tout naturellement. L'Afrique sera un partenaire essentiel pour bâtir le monde dans lequel nous voulons vivre, tant en ce qui concerne les questions liées au climat, que le numérique ou le commerce".

Les relations entre l'Europe et l'Afrique reposent sur un passé lointain, des liens économiques, politiques, des échanges culturels, commerciaux, à travers des organisations internationales. Pour avancer, il faut regarder en face cette histoire tumultueuse, douloureuse mais qui est aussi faite de coopérations. Seule une diplomatie pragmatique et renouvelée, reposant sur une compréhension nouvelle, peut permettre que ce partenariat relève les défis communs.

Patrice Anato remonte ensuite au Traité de Rome de 1957 qui prévoyait déjà que plusieurs territoires de l'Afrique de l'Ouest et de l'Est soient associés à la Communauté économique européenne par la création du Fonds européen de développement, renforcé ensuite par les accords de Yaoundé. Suivront plusieurs autres accords qui nourrissent encore cette coopération : notamment ceux d'Arusha et de Lagos dans les années 1970.

Et plus récemment, en 2000, la signature de l'Accord de Cotonou. Celui-ci se distingue des accords précédents en séparant le volet développement et le volet commercial visant à normaliser les relations UE-ACP au regard des règles du droit international. En outre, la conditionnalité des aides au respect des droits de l'Homme est renforcée et inclut une clause sociale pour imposer aux États partenaires le respect du droit du travail. **Patrice Anato** pose alors la question de savoir quel bilan faire de cet accord alors qu'il arrive à échéance : nombreux sont ceux qui considèrent le résultat mitigé, tout n'ayant pas été appliqué avec succès. Tandis que 36% des échanges africains ont lieu avec l'Europe, l'impression d'une forte influence de la Chine demeure, souvent avec des valeurs qui ne sont pas celles de l'Europe.

Aujourd'hui, les instruments d'aide et de coopération classiques ne sont plus taillés pour répondre aux nouveaux enjeux tels que le réchauffement climatique, la gestion des flux migratoires, le développement des nouveaux échanges commerciaux, la lutte contre le terrorisme.

En 2017, le cinquième Sommet Union européenne-Afrique à Abidjan posait comme enjeu principal la refonte des relations avec pour priorités l'éducation, la paix, la sécurité, la gouvernance, l'investissement, la croissance, la migration et la mobilité. A la suite de ce sommet, Jean-Claude Juncker lançait l'initiative Afrique-Europe, une stratégie visant à la création de 10 000 emplois dans les pays africains : "Vers une stratégie globale avec l'Afrique". **Patrice Anato** considère ainsi qu'il ne fait aucun doute que l'Union européenne est prête pour ce nouveau partenariat inclusif, solide, reposant sur les États mais en accord avec l'évolution des relations internationales. Il faut travailler étroitement non seulement avec les gouvernements mais aussi avec le secteur privé, la société civile, les diasporas africaines.

La France et l'Allemagne pourraient constituer ensemble un appui important, de par l'histoire qui les lie à ce continent. Il semble important de mettre en avant le couple franco-allemand par des actions communes de développement, en créant par exemple des jumelages franco-allemands avec des pays

africains. En plus d'enrichir l'aspect économique des échanges, il est fondamental d'en enrichir les aspects culturel et éducatif.

L'année 2020 aura été l'année de tous les défis pour l'Afrique et l'Europe : la régionalisation de l'économie s'est accélérée en raison de la crise sanitaire et on assiste à un retour de la proximité et du compactage des chaînes de valeurs. L'Afrique démontre encore aujourd'hui sa résilience face à cette pandémie, ce que l'Union européenne a su reconnaître pour en faire un partenaire de choix.

Patrice Anato estime enfin que le prochain sommet UE-Afrique de décembre 2020 peut devenir un rendez-vous de l'histoire en apportant les réponses concrètes aux réserves formulées à l'Accord de Cotonou. Il y a énormément d'idées à impulser à travers ce nouveau partenariat.

Jean-Noël Jeanneney donne la possibilité à plusieurs personnes parmi le public d'interroger les intervenants. A la question de savoir qu'elle est l'implication du Conseil présidentiel de l'Afrique et s'il possède un rôle de partenaire, **Patrice Anato** répond, qu'il s'agit d'un organe mis en place par le Président Emmanuel Macron lors de son élection en 2017 pour travailler sur ce partenariat gagnant-gagnant qu'il souhaite établir avec les États d'Afrique. Europartenaires et la Friedrich-Ebert-Stiftung organisent cette conférence sans l'appui du Conseil présidentiel pour l'Afrique, mais leurs idées sont certainement complémentaires, ajoute **Patrice Anato**.

Une seconde personne dans l'assistance demande comment diffuser auprès des opinions publiques européennes l'idée d'un partenariat avec l'Afrique ?

Christine Hackenesch estime qu'il s'agit là d'une question primordiale. En effet, pour qu'une coopération plus étroite voit le jour, si c'est l'objectif au niveau politique entre l'Union Européenne et l'Afrique, les citoyens européens doivent être volontaires et s'engager. L'opinion dans les différents pays européens a d'ailleurs changé ces dernières années : avec la crise migratoire notamment, qui a engendré un réel intérêt pour une coopération avec l'Afrique. Encore considérée comme une région en crise, une mutation est néanmoins en cours car les chances à y saisir sont immenses. Pour renforcer les relations transcontinentales, la coopération ne peut se faire uniquement au niveau des élites mais aussi entre sociétés civiles. En Allemagne, il y a déjà un grand nombre d'instruments, comme les programmes d'échanges destinés aux étudiants, les programmes d'échange entre représentants des médias, etc. Les investissements doivent se faire de façon beaucoup plus systématique dans ce genre de coopération.

Une troisième personne questionne les intervenants sur l'importance d'un pays comme le Portugal dans ces discussions compte tenu de son histoire ancienne avec l'Afrique.

Patrice Anato considère ici que la table ronde orientée sur le couple franco-allemand n'est pas organisée dans un but d'exclusion mais seulement parce que les deux pays sont historiquement partenaires dans l'Union européenne et pèsent sur certaines questions comme lorsqu'ils ont porté le combat contre la Covid-19 par exemple. Il ne s'agit pas là d'une ambition égoïste de la France et de l'Allemagne.

Sur la question de savoir comment diffuser la conviction de la nécessité de ce partenariat, **Patrice Anato** considère que la pandémie a montré la fragilité des États les plus puissants et des États les plus faibles. Cette situation a naturellement provoqué une certaine entraide entre les nations pour y faire face. L'Organisation Internationale de la Francophonie par exemple a initié des actions et des subventions pour faire face à la crise en Afrique. Ces projets innovants démontrent qu'il y a une envie forte de

l'Union européenne de continuer à tirer les États africains vers le haut. Les actions sur le plan sanitaire, économique et culturel permettent d'ancrer dans les consciences les bienfaits de cette coopération (en créant par exemple des centres culturels franco-allemands dans des pays de l'Union africaine).

Jean-Noël Jeanneney intervient en soulignant l'importance de la coopération culturelle. Compte tenu des inégalités linguistiques - un grand nombre de pays parle le français contrairement à l'allemand - il y a un intérêt à diffuser cette langue dans de nombreux pays : en considérant l'importance des "parlés" lorsqu'ils unifient des nations, il en va de même pour la coopération entre l'Europe et l'Afrique.

La question des valeurs démocratiques est posée par un membre du public. Cette personne décrit ces valeurs comme centrales dans la société européenne malgré quelques difficultés parfois aux marges de l'Union. Quelle réponse lorsque sur le continent africain, un recul des valeurs démocratiques avec des présidents à vie qui s'accrochent au pouvoir est visible ? Comment l'Union européenne peut-elle aider l'Afrique sur ces sujets ? On revient au risque d'une asymétrie, non plus commerciale ou financière mais du point de vue culturel.

Pour **Christine Hackenesch**, la situation a changé en Europe. L'état de droit et les réformes libérales sont discutées comme en témoigne le programme de financement dans lequel une clause d'état de droit est insérée et la question se pose même au sein de l'Union européenne. Avec le traité de Lisbonne, la protection des valeurs démocratiques et des droits de l'Homme est introduite dans le commerce extérieur mais encore reléguée au second plan concernant les politiques migratoires et de sécurité. C'est dans l'intérêt de l'Union européenne de s'engager en faveur des valeurs, engagement qui doit être primordial au sein du nouveau partenariat.

Dans le même sens, **Patrice Anato** souligne le fait que l'Accord de Cotonou était également conditionné par des aides liées aux questions de droit de l'Homme. Le respect des valeurs démocratiques et des droits de l'Homme sont des conditions indispensables à une coopération saine et fructueuse. Et c'est à l'Union européenne de mettre en exergue ces conditions et ainsi favoriser l'instauration de l'état de droit. C'est évidemment aux pays africains d'avoir farouchement cette volonté, mais l'Europe doit aussi y faire face, comme le démontre la situation en Pologne par exemple.

II. Quelle pourrait être la contribution de l'Allemagne et de la France ?

Pour cette seconde table ronde, **Jean-Noël Jeanneney** accueille **Christoph Matchie**, député SPD au Bundestag et **Amélia Lakrafi**, députée des français établis hors de France. Il remercie les deux intervenants et les invite à la réflexion sur la contribution franco-allemande au nouveau partenariat avec l'Afrique.

Christoph Matchie commence par souligner l'importance pour la France et l'Allemagne d'analyser ensemble la situation et de développer ensemble des stratégies. Cette première étape nécessite la création d'institutions comme soutien à un système commun et coordonné. Pour avancer, des exemples concrets sont nécessaires, tels que la constitution d'un état-major commun ou encore l'organisation de réunions à l'Élysée avec des représentants allemands. Dans le Sahel par exemple, les deux pays sont déjà très engagés mais le résultat n'a pas été atteint. Il faut donc redéfinir la stratégie pour éviter que la situation ne se détériore encore. N'est-il pas possible de la coordonner davantage ?

Concernant la question de la démocratie, **Christoph Matchie** utilise l'exemple du Mali : les européens se sont félicités des élections et de l'arrivée d'un nouveau gouvernement. D'un point de vue formel,

les règles démocratiques ont été respectées mais en réalité, il y a eu un putsch. Lorsque nous parlons de démocratie, à quoi pensons-nous ? Dans quel état se trouve la société civile ? Qui doit et peut-on soutenir dans un processus de ce genre ? Au Cameroun par exemple, faut-il continuer à soutenir un chef d'État qui détient le pouvoir depuis des années et qui n'est pas en mesure de résoudre les problèmes de son pays ? Il faut une nouvelle stratégie coordonnée qui mette en avant un équilibre des intérêts. Quel genre de politique les européens veulent-ils soutenir, tout en sachant que les États africains se gouvernent eux-mêmes ? Il est possible d'influencer certains processus depuis l'extérieur, d'apporter un soutien, d'explicitier une vision des choses mais les européens ne sont pas en affaires en Afrique.

Christoph Matchie rejoint ensuite les précédents intervenants : il faut prendre la mesure des bouleversements structurels. Sur le sujet du climat d'abord, il est primordial d'adopter une stratégie commune, l'Afrique n'est pas encore un grand pollueur mais elle le sera d'ici trente ans. Il est important de se demander maintenant comment améliorer l'approvisionnement énergétique du continent.

L'urbanisation est un autre défi à relever : dans quinze ans, la moitié de la population africaine vivra en zone urbaine mais souvent de façon chaotique et sans souci de développement durable. La France et l'Allemagne doivent réfléchir à une urbanisation commune et écologique.

Concernant la question de créer des institutions de coopération franco-allemandes, **Jean-Noël Jeanneney** soulève le fait que deux écoles existent : ceux qui pensent que les institutions doivent répondre à des mouvements antérieurs à leur existence et ceux qui pensent que les institutions doivent jouer un rôle positif pour créer précisément des attitudes et des coopérations. Il faut institutionnaliser les rapports.

Amélia Lakrafi prend la parole à son tour et rappelle d'abord que sa large circonscription englobe cinquante-quatre pays. Après en avoir visité quarante, elle tient à prendre acte de la richesse des rencontres avec les français et africains là-bas. Et surtout, l'Afrique ne doit pas être considérée comme une seule entité : il faut savoir différencier les pays qui la composent. Il y a des géants démographiques, le Congo, le Nigéria ou l'Éthiopie ; l'Afrique du Sud qui a une centrale nucléaire à Capetown ne peut pas être comparée au Rwanda. C'est autant d'Afriques très différentes.

L'Afrique a longtemps représenté un continent en crise dans l'imaginaire collectif. Il y a toujours un taux de pauvreté important et des instabilités politiques et l'Afrique reste associée à des phénomènes qui posent des problèmes graves en termes de sécurité, de terrorisme et de migration. Néanmoins, l'image de l'Afrique a évolué. Il s'agit d'un continent qui suscite beaucoup d'intérêt, du point de vue démographique, politique mais aussi économique. Une classe moyenne émerge de la croissance économique comme au Rwanda, en Éthiopie ou au Nigéria par exemple, pour lesquels on garde encore un souvenir négatif.

En conséquence, l'Afrique attire les grandes puissances comme la Chine et les Européens tardent à le réaliser, remarque **Amélia Lakrafi**. L'Afrique a fait des efforts pour se structurer politiquement et pour faire entendre sa voix, notamment grâce à des personnalités, des think tanks et à la création artistique : le Nigéria est le troisième producteur de films par exemple. L'influence française économique et politique diminue tandis que d'autres acteurs sont devenus incontournables, la Chine mais aussi l'Inde, la Russie, les pays du Golfe, la Turquie. La position des entreprises française a connu un long déclin passant à moins de 6% de parts de marché en une petite vingtaine d'années alors que l'Allemagne est devenue le premier fournisseur européen de l'Afrique.

Contrairement à ce que prédisent les afro-pessimistes, l'Afrique compte de plus en plus et effectue des sauts technologiques à une vitesse impressionnante, comme avec le mobile banking.

L'Afrique ne peut pas être ignorée par les Européens, notamment de la question migratoire qui a de terribles conséquences en Europe. L'Union européenne doit tirer tous les bénéfices qu'il y a de la proximité d'un continent en passe de devenir un acteur politique et économique incontournable. Des instruments de structures des relations économiques ont été mis en place par l'Accord de Cotonou qui arrive aujourd'hui à expiration, créant ainsi une nouvelle dynamique. Associée à la prise de conscience de l'influence de la Chine, les dirigeants européens, Juncker, Merkel, Macron, ont émis leur volonté pour une coopération renforcée avec l'Afrique. Deux partenariats clés ont été négociés en 2020 et l'Allemagne et la France ont compris la nécessité de mieux intégrer les économies européennes et africaines. L'économie européenne sera marginalisée dans le futur si le marché africain n'est pas développé par des investissements dans la formation, dans les infrastructures, ce que fait bien l'Allemagne.

Il faut saluer le changement d'attitude global qui prévaut dans les mécanismes d'aide au développement en Europe. Il ne s'agit pas de venir en aide dans une logique d'assistanat mais de co-construire sur un pied d'égalité en misant sur le secteur privé, la jeunesse, l'investissement. La France et l'Allemagne peuvent jouer un rôle moteur, ils ne sont pas concurrents mais partenaires et peuvent permettre de mobiliser l'ensemble des pays européens.

Amélia Lakrafi mentionne ensuite l'exemple d'une française au Koweït qui crée le premier centre culturel européen et l'exemple de l'initiative d'entrepreneurs français en Éthiopie de se réunir avec les ambassadeurs français, allemands et européens pour permettre une alliance plus forte. En s'organisant ensemble, l'influence européenne serait démultipliée.

Christoph Matschie revient sur une idée qui a été exprimée et estime qu'il y a deux niveaux à avoir à l'esprit. L'Afrique est un continent très diversifié qu'il faut aborder dans le détail. Mais il y a également des éléments communs. Les États africains ont par exemple décidé ensemble de créer une zone de libre-échange, projet aujourd'hui au stade de la mise en œuvre. Les Européens doivent soutenir cette initiative, pas seulement en les conseillant mais également en posant la question des infrastructures nécessaires à cette zone. Aujourd'hui les États africains peuvent plus facilement commercer avec l'Europe et la Chine qu'avec leurs voisins parce qu'il y a un manque d'infrastructures. Il y a là une mission commune des français et des allemands pour occuper une fonction moteur. L'intérêt européen à long terme, notamment dans le domaine économique, est celui d'un développement de l'Afrique dans le bon sens, au risque sinon que les problèmes politiques et de sécurité aient des retentissements importants en Europe.

Jean-Noël Jeanneney relève que le temps du politique est souvent celui du moyen terme alors qu'ici une vision générationnelle doit être organisée.

Ce à quoi **Christoph Matschie** répond qu'il est tout à fait possible de fixer les programmes des décideurs politiques plus loin que leur mandat. Les marchés et infrastructures ont besoin de décennies pour aboutir.

Effectivement, ce manque d'infrastructure mène parfois à des absurdités sur le terrain, remarque **Amélia Lakrafi**. Pour passer d'un pays africain à un autre en avion par exemple, il est parfois nécessaire de passer par Paris étant donné qu'Air Afrique a périclité. La députée suggère de réfléchir à long terme et

de s'inspirer de la Chine qui fait des plans stratégiques sur cinquante ans. Encore une fois, elle considère qu'il faut également s'appuyer sur le secteur privé pour suivre cette feuille de route à plus long terme.

Pour conclure cette conférence en ligne, **Élisabeth Guigou** relève des discussions la nécessité de créer la confiance entre les deux continents autour de valeurs communes et en y associant la société civile.

Surtout, elle croit en la nécessité d'établir un partenariat basé sur une approche institutionnelle. La Fondation Afrique-Méditerranée-Europe en est un bon exemple. Celle-ci doit mettre en réseau des entrepreneurs, des syndicalistes, des politiques et des acteurs culturels pour permettre de travailler d'égal à égal et de façon permanente, sur le court, moyen et long terme. Elle a déjà reçu l'appui de Jean-Claude Juncker qui en est le président d'honneur et a donné lieu, le 16 juillet 2020, à une réunion réunissant des chefs d'États et premiers ministres africains en exercice avec des dirigeants européens. Un appel a été lancé. Alors qu'il existe une convergence des volontés et des intentions, il est maintenant nécessaire de créer des outils. **Élisabeth Guigou** en a cité un, il y en aura beaucoup d'autres.